



# Commune d'Anglesqueville-l'Esneval

## Elaboration du Plan Local d'Urbanisme



### Servitudes d'utilité publiques et annexes sanitaires



*Février 2012*



#### ELABORATION :

Prescrite le 08.03.2005

Enquête publique du 14.11.2011 au 15.12.2011

Approbation par délibération du 28.02.2012

#### CACHET DE LA MAIRIE :



# SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>2</b>
1. LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE .....	3
1.1. <i>Canalisation publique d'eau et d'assainissement (A5)</i> .....	3
1.2. <i>Périmètre de servitude autour des lignes de distribution d'électricité (I4)</i> .....	3
1.3. <i>Servitude liée aux réseaux de télécommunication (PT3-4)</i> .....	4
1.4. <i>Servitudes attachées aux voies ferrées (T1)</i> .....	5
1.5. <i>Servitudes attachées au balisage des aérodromes (T4)</i> .....	15
1.6. <i>Le Plan de Prévention des Risques Inondation du Bassin Versant de la Lézarde</i> .....	22
2. LES CONTRAINTES.....	23
2.1. <i>Les axes de ruissellements</i> .....	23
2.2. <i>Les indices de cavités souterraines</i> .....	24
3. LES ANNEXES SANITAIRES .....	25
3.1. <i>Gestion des déchets :</i> .....	25
3.2. <i>Assainissement des eaux usées :</i> .....	26
3.3. <i>Eau potable :</i> .....	27

## **1. Les servitudes d'utilité publique**

Le Porteur à connaissance des services de l'Etat recense un certain nombre de servitudes d'utilité publique, qui sont :

### ***1.1. Canalisation publique d'eau et d'assainissement (A5)***

La servitude A5 correspond aux zones où ont été instituées, en application de la loi n°62.904 du 4 août 1962 et du décret n°64-153 du 15 février 1964, les servitudes attachées aux canalisations publiques d'eau et d'assainissement. Le syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de Criquetot-l'Esneval a transmis à la commune les plans des canalisations d'eau potable et d'assainissement (voir ci-après).

### ***1.2. Périmètre de servitude autour des lignes de distribution d'électricité (I4)***

La servitude I4 est relative aux périmètres à l'intérieur desquels ont été instituées des servitudes en application des articles 12 et 12 bis de la loi du 15 juin 1906 modifiée, de l'article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925, de l'article 35 de la loi n°46-628 du 8 avril 1946 modifiée.

Après contact avec le gestionnaire du Réseau de Transport d'Electricité (RTE) : Transport Electricité Normandie Paris - Groupe d'exploitation Transport Basse Seine, il s'avère que la commune d'Anglesqueville-l'Esneval n'est impactée par aucune ligne électrique de tension supérieure à 63KV.

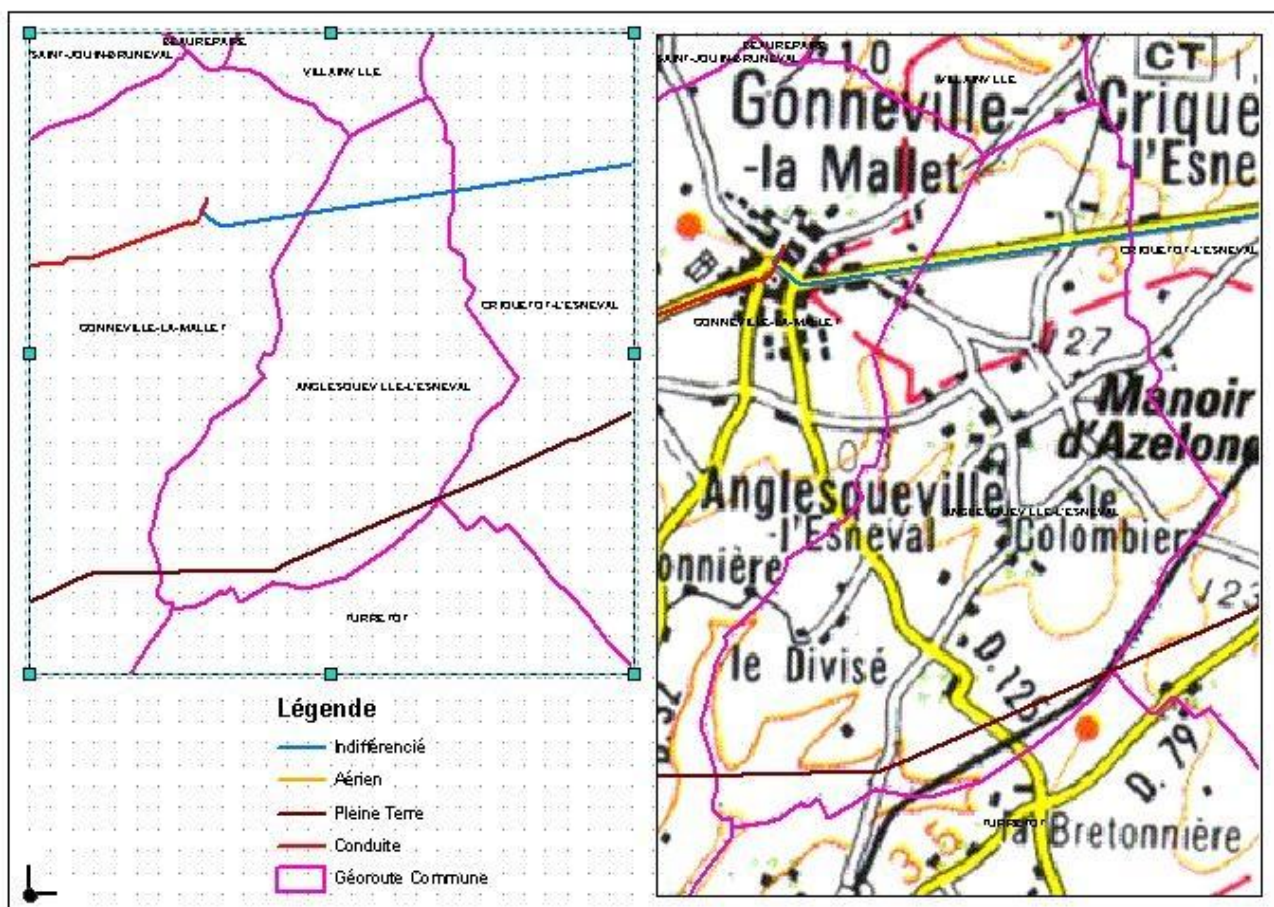
Il existe cependant des lignes électriques de distribution sur le territoire communal. La commune d'Anglesqueville-l'Esneval relève du Syndicat électrique de Criquetot-l'Esneval.



### 1.3. Servitude liée aux réseaux de télécommunication (PT3-4)

D'après le Porter à Connaissance des services de l'Etat, Anglesqueville-l'Esneval est concernée par une servitude de type PT3-4 pour l'artère à fibres optiques Le Havre - Fécamp.

Selon les données transmises par France Télécom, deux infrastructures traversent le territoire d'Anglesqueville-l'Esneval d'ouest en est : un câble en pleine terre au sud, et un câble « indifférencié au nord.



Service gestionnaire :

France Télécom

UPR Ouest / Centre Val de Loire

Collectivités Locales CVL / Normandie

18-22 Avenue de la République

37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS

#### **1.4. Servitudes attachées aux voies ferrées (T1)**

La servitude T1 est relative aux voies ferrées. La commune d'Anglesqueville-l'Esneval est traversée par la ligne n°361 000 reliant le Havre-Graville à Ifs qui est fermée à tout trafic.

Cependant, la servitude T1, instituée par la loi du 15 juillet 1845, a toujours vocation à figurer dans le PLU, au chapitre "servitude".

*Service gestionnaire :*

*SNCF - Délégation Territoriale Immobilière Nord*

*Pôle pilotage des actifs - service valorisation foncière*

*Tour de Lille - 5ème étage*




*Boulevard de Turin 59777 EURALILLE*

*Tél : 03.28.55.58.74*



## ANGLESQUEVILLE-L'ESNEVAL - Voie ferrée



-  Limite communale
-  Commune limitrophe
-  Voie ferrée

Sources : Licence d'exploitation n° 9742/IGN [www.ign.fr](http://www.ign.fr)  
 Les données ou cartes IGN contenues dans ce document  
 sont issues des dernières éditions IGN dont les millésimes  
 peuvent être différents  
 Réalisation & Conception GéoDéveloppement - Mars 2010  
 © IGN-PARIS Mars 2010 © IGN-BD Ortho® © IGN-BD Parcellaire®  
 Source : Complètement terrain



Ministère des Transports - Direction Générale des Transports intérieurs -  
Direction des Transports Terrestres.

## **II. - PROCEDURE D'INSTITUTION**

### **A. - PROCEDURE**

Application des dispositions de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer, qui a institué des servitudes à l'égard des propriétés riveraines de la voie ferrée.

Sont applicables aux chemins de fer :

- les lois et règlements sur la grande voirie qui ont pour objet d'assurer la conservation des fossés, talus, haies et ouvrages, le passage des bestiaux et les dépôts de terre et autres objets quelconques ( articles 2 et 3 de la loi du 15 juillet 1845 ) ;
- les servitudes spéciales qui font peser des charges particulières sur les propriétés riveraines afin d'assurer le bon fonctionnement du service public que constituent les communications ferroviaires ( articles 5 et suivants de la loi du 15 juillet 1845 ) ;
- les lois et règlements sur l'extraction des matériaux nécessaires aux travaux publics ( loi du 29 décembre 1892 sur l'occupation temporaire ).

Les servitudes de grande voirie s'appliquent dans des conditions un peu particulières :

#### **Alignement**

L'obligation d'alignement s'impose aux riverains de la voie ferrée proprement dite et à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que les gares, les cours de gare et avenues d'accès non classées dans une autre voirie ;

L'obligation d'alignement ne concerne pas les dépendances qui ne font pas partie du domaine public où seule existe une obligation éventuelle de bornage à frais communs.

L'alignement, accordé et porté à la connaissance de l'intéressé par arrêté préfectoral, a pour but essentiel d'assurer le respect des limites des chemins de fer.

L'administration ne peut pas, comme en matière de voirie, procéder à des redressements, ni bénéficier de la servitude de reculement ( Conseil d'Etat, arrêt Pourreyron du 3 juin 1910 ).

#### **Mines et carrières**

Si les travaux de recherches ou d'exploitation d'une mine sont de nature à compromettre la conservation des voies de communication, il y sera pourvu par le Préfet du département.

Les cahiers des charges des concessionnaires indiquent que ces derniers doivent obtenir des préfets des autorisations spéciales, lorsque les travaux doivent être exécutés à proximité des voies de communication. La distance étant déterminée dans chaque cas d'espèce.



## **B. - INDEMNISATION**

L'obligation de procéder à la suppression de constructions existantes au moment de la promulgation de la loi de 1845 ou lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées ( article 10 de la loi du 15 juillet 1845 ), ouvre aux propriétaires un droit à indemnité fixée comme en matière d'expropriation.

L'obligation de procéder à la suppression de plantations, excavations, couvertures en chaume, amas de matériaux existant au moment de la promulgation de la loi de 1845 ou lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées ( article 10 ) ouvre aux propriétaires un droit à indemnité déterminée par la juridiction administrative, selon les règles prévues en matière de dommages de travaux publics.

L'obligation de débroussaillage, conformément aux termes des articles L322.3 et L 322.4 du Code forestier, ouvre aux propriétaires un droit à indemnité. En cas de contestation, l'évaluation en sera faite en dernier ressort par le tribunal d'instance.

Une indemnité est due aux concessionnaires de mines établies antérieurement, du fait du dommage permanent résultant de l'impossibilité d'exploiter des richesses minières dans la zone prohibée.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les servitudes applicables aux riverains du chemin de fer n'ouvrent pas droit à indemnité.

## **C. - PUBLICITE**

En matière d'alignement, délivrance de l'arrêté d'alignement par le préfet du département.

## **III. - EFFETS DE LA SERVITUDE.**

### **A. - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE**

#### **1 Prerogatives exercées directement par la puissance publique**

Possibilité pour la SNCF, quand le chemin de fer traverse une zone boisée, d'exécuter à l'intérieur d'une bande de 20 mètres de largeur calculée du bord extérieur de la voie, et après en avoir avisé les propriétaires, les travaux de débroussaillage des morts-bois ( articles L 322-3 et L 322-4 du Code forestier ).

#### **2 Obligations de faire imposées au propriétaire**

Obligation pour le riverain, avant tous travaux, de demander la délivrance de son alignement.

Obligation pour les propriétaires riverains de procéder à l'élagage des plantations situées sur une longueur de 50 mètres de part et d'autre des passages à niveau ainsi que de celles faisant saillie sur la zone ferroviaire, après intervention pour ces dernières d'un arrêté préfectoral ( loi des 16 et 24 août 1970 ). Sinon, intervention d'office de l'administration.

Obligation pour les riverains d'une voie communale au croisement avec une voie ferrée, de maintenir, et ce, sur une distance de 50 mètres de part et d'autre du centre du passage à niveau, les haies à une hauteur de 1 mètre au-dessus de l'axe des chaussées



et les arbres de haut jet à 3 mètres ( Décret du 14 mars 1964 relatif aux voies communales ).

Application aux croisements à niveau non munis de barrières d'une voie publique et d'une voie ferrée des dispositions relatives à la servitude de visibilité, figurant au décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

Obligation pour les propriétaires, sur ordre de l'administration, de procéder, moyennant indemnité, à la suppression des constructions, plantations, excavations, couvertures en chaume, amas de matériaux combustibles ou non, existant dans les zones de protection édictées par la loi du 15 juillet 1845, et pour l'avenir lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées ( article 10 de la loi du 15 juillet 1845 ).

En cas d'infraction aux prescriptions de la loi du 15 juillet 1845, réprimée comme en matière de contravention de grande voirie, les contrevenants sont condamnés par le juge administratif à supprimer dans un délai donné, les constructions, plantations, excavations, couvertures en chaume, dépôts contraires aux prescriptions, sinon la suppression a lieu d'office aux frais du contrevenant ( article 11, alinéas 2 et 3 de la loi du 15 juillet 1845 ).

## **B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL**

### **1 Obligations passives**

Obligation pour les riverains voisins d'un passage à niveau de supporter les servitudes résultant d'un plan de dégagement établi en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié le 27 octobre 1942 concernant les servitudes de visibilité.

Interdiction aux riverains des voies ferrées de procéder à l'édification d'aucune construction autre qu'un mur de clôture, dans une distance de 2 mètres d'un chemin de fer. Cette distance est mesurée soit de l'arête supérieure du déblai, soit de l'arête inférieure du talus de remblai, soit du bord extérieur du fossé du chemin et à défaut d'une ligne tracée à 1,50 mètre à partir des rails extérieurs de la voie de chemin de fer. L'interdiction s'impose aux riverains de la voie ferrée proprement dite et non pas aux dépendances du chemin de fer non pourvues de voies : elle concerne non seulement les maisons d'habitation mais aussi les hangars, magasins, écuries, etc. ( article 5 de la loi du 15 juillet 1845 ).

Interdiction aux riverains des voies ferrées de planter des arbres à moins de 6 mètres et des haies vives à moins de 2 mètres de la limite de la voie ferrée constatée par un arrêté d'alignement. Le calcul de la distance est fait d'après les règles énoncées ci-dessus en matière de construction ( application des règles édictées par l'article 5 de la loi du 9 ventôse, An VIII ).

Interdiction d'établir aucun dépôt de pierres ou objets non inflammables pouvant être projetés sur la voie à moins de 5 mètres. Les dépôts effectués le long des remblais sont autorisés lorsque la hauteur du dépôt est inférieure à celle du remblai ( article 8 de la loi du 15 juillet 1845 ).

Interdiction d'établir aucun dépôt de matières inflammables et des couvertures en chaume à moins de 20 mètres d'un chemin de fer.

Interdiction aux riverains d'un chemin de fer qui se trouve en remblai de plus de 3 mètres au-dessus du terrain naturel de pratiquer des excavations dans une zone de largeur égale

## NOTICE TECHNIQUE POUR LE REPORT AUX P.L.U. DES SERVITUDES GREVANT LES PROPRIETES RIVERAINES DU CHEMIN DE FER

L'article 3 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer rend applicable aux propriétés riveraines de la voie ferrée, les servitudes prévues par les lois et règlements sur la grande voirie et qui concernent notamment :

- l'alignement,
- l'écoulement des eaux,
- la distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés.

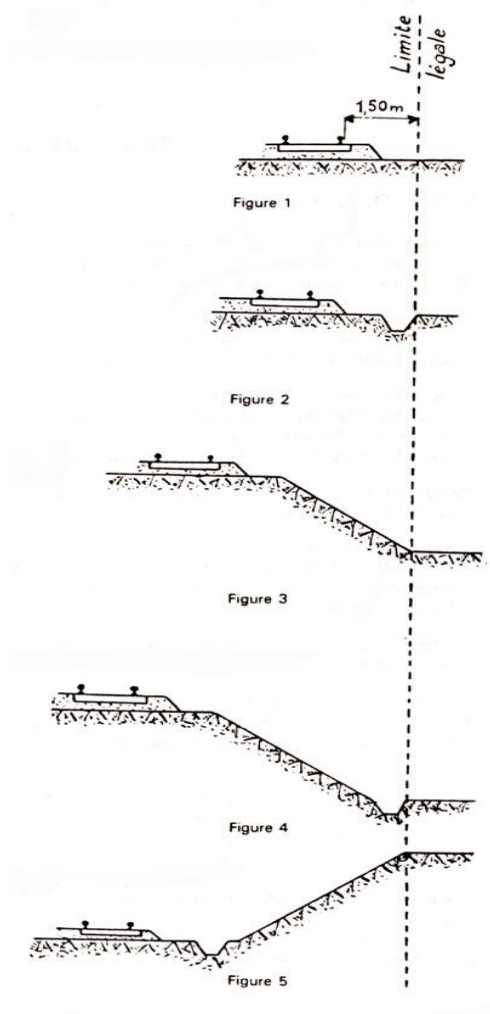
D'autre part, les articles 5 et 6 de ladite loi instituent des servitudes spéciales en ce qui concerne les distances à respecter pour les constructions et les excavations le long de la voie ferrée.

De plus, en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942, des servitudes peuvent grever les propriétés riveraines du Chemin de Fer en vue d'améliorer la visibilité aux abords des passages à niveau.

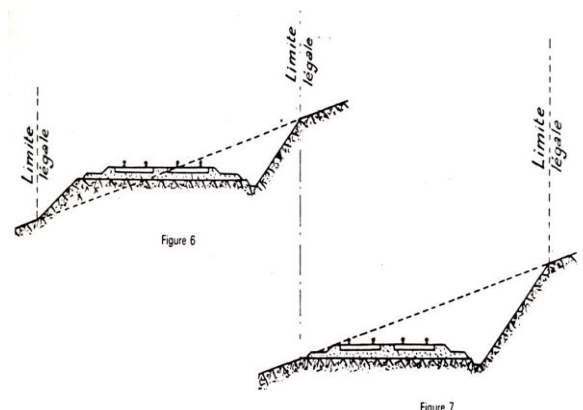
Les distances fixées par la loi du 15 juillet 1845 sont calculées à partir de la limite légale du Chemin de Fer, laquelle est indépendante de la limite réelle du domaine concédé à la SNCF.

Selon l'article 5 de cette loi, la limite légale du Chemin de Fer est déterminée de la manière suivante :

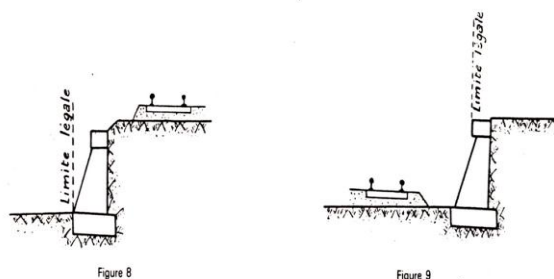
- a) Voie en plate-forme sans fossé :  
une ligne idéale tracée à 1,50 m du bord du rail extérieur (figure 1)
  - b) Voie en plate-forme avec fossé :  
le bord extérieur du fossé (figure 2)
  - c) Voie en remblai :  
l'arête inférieure du talus de remblai (figure 3)
- ou
- le bord extérieur du fossé si cette voie comporte un fossé (figure 4)
- d) Voie en déblai :  
l'arête supérieure du talus de déblai (figure 5)



Dans le cas d'une voie posée à flanc de coteau, la limite légale à considérer est constituée par le point extrême des déblais ou remblais effectués pour la construction de la ligne et non la limite du talus naturel (figures 6 et 7)



Lorsque le talus est remplacé par un mur de soutènement, la limite légale est, en cas de remblai, le pied et, en cas de déblai, la crête de ce mur (figures 8 et 9)



Lorsque le chemin de fer est établi en remblai et que le talus a été rechargé ou modifié par suite d'apport de terre ou d'épuration de ballast, la limite légale pourra être déterminée à partir du pied du talus primitif, à moins toutefois que cet élargissement de plate-forme ne soit destiné à l'établissement prochain de nouvelles voies.

En bordure des lignes à voie unique dont la plate-forme a été acquise pour 2 voies, la limite légale est déterminée en supposant la deuxième voie construite avec ses talus et fossés.

Il est, par ailleurs, fait observer que les servitudes prévues par la loi du 15 juillet 1845 sur la police des Chemins de Fer n'ouvrent pas droit à indemnité.

Enfin, il est rappelé qu'indépendamment des servitudes énumérées ci-dessus - dont les conditions d'application vont être maintenant précisées - les propriétaires riverains du Chemin de Fer doivent se conformer, le cas échéant, aux dispositions de la loi de 1845, concernant les dépôts temporaires et l'exploitation des mines et carrières à proximité des voies ferrées.

#### 1 - Alignement.

L'alignement est la procédure par laquelle l'Administration détermine les limites du domaine public ferroviaire.

Tout propriétaire riverain du Chemin de Fer qui désire élever une construction ou établir une clôture doit demander l'alignement. Cette obligation s'impose non seulement aux riverains de la voie ferrée



proprement dite, mais encore à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que gares, cours de gares, avenues d'accès, etc ...

L'alignement est délivré par arrêté préfectoral. Cet arrêté indique aussi les limites de la zone de servitudes à l'intérieur de laquelle il est interdit, en application de la loi du 15 juillet 1845, d'élever des constructions, d'établir des plantations ou d'effectuer des excavations.

L'alignement ne donne pas aux riverains du Chemin de Fer les droits qu'il confère le long des voies publiques, dits "aisances de voirie". Ainsi, aucun accès ne peut être pris sur la voie ferrée.

## 2 - Ecoulement des eaux

Les riverains du Chemin de Fer doivent recevoir les eaux naturelles telles que eaux pluviales, de source ou d'infiltration provenant normalement de la voie ferrée ; ils ne doivent rien entreprendre qui serait de nature à gêner leur libre écoulement ou à provoquer leur refoulement dans les emprises ferroviaires.

D'autre part, si les riverains peuvent laisser écouler sur le domaine ferroviaire les eaux naturelles de leurs fonds, dès l'instant qu'ils n'en modifient ni le cours ni le volume, par contre, il leur est interdit de déverser leurs eaux usées dans les dépendances du Chemin de Fer.

## 3 - Plantations

a) arbres à haute tige - Aucune plantation d'arbres à haute tige ne peut être faite à moins de 6 mètres de la limite légale du Chemin de Fer. Toutefois, cette distance peut-être ramenée à 2 mètres par autorisation préfectorale.

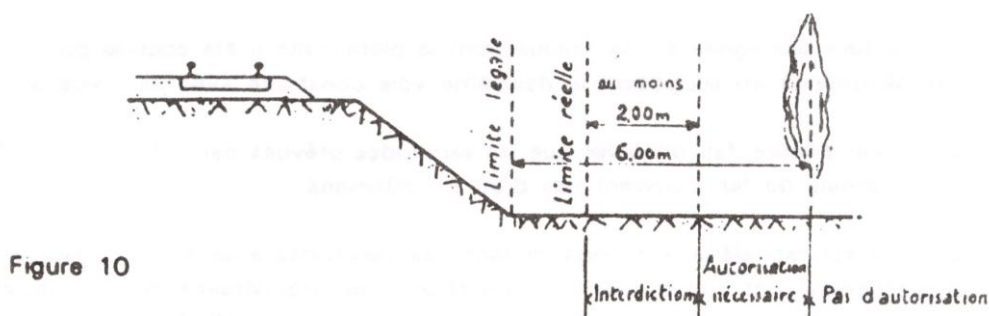


Figure 10

b) haies vives - Elles ne peuvent être plantées à l'extrême limite des propriétés riveraines : une distance de 2 mètres de la limite légale doit être observée, sauf dérogation accordée par le Préfet qui peut réduire cette distance jusqu'à 0,50 mètre.

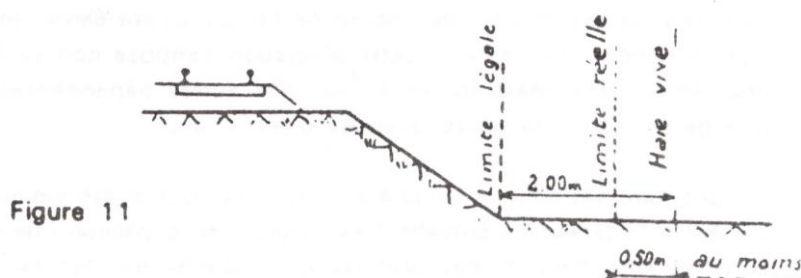
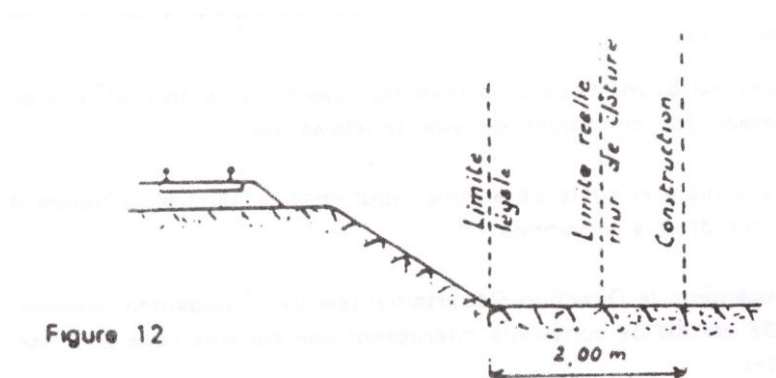


Figure 11

Dans tous les cas, l'application des règles ci-dessus ne doit pas conduire à planter un arbre à moins de 2 mètres de la limite réelle du Chemin de Fer et une haie vive à moins de 0,50 mètre de cette limite.

#### 4 – Constructions

Indépendamment des marges de reculement susceptibles d'être prévues dans les plans locaux d'urbanisme, aucune construction, autre qu'un mur de clôture, ne peut être établie à moins de 2 mètres de la limite légale du Chemin de Fer.



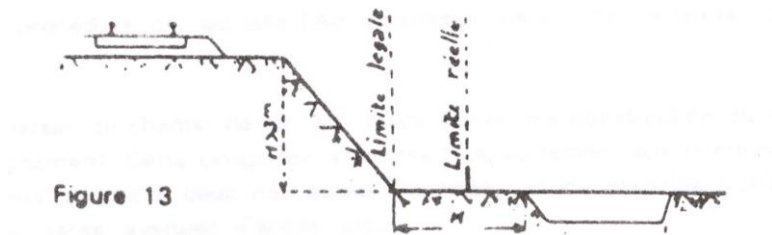
Il en résulte des dispositions précédentes que si les clôtures sont autorisées à la limite réelle du Chemin de Fer, les constructions doivent être établies en retrait de cette limite réelle dans le cas où celle-ci est située à moins de 2 mètres de la limite légale.

Cette servitude de reculement ne s'impose qu'aux propriétés riveraines de la voie ferrée proprement dite, qu'il s'agisse d'une voie principale ou d'une voie de garage ou encore de terrains acquis pour la pose d'une nouvelle voie.

Il est, par ailleurs, rappelé qu'il est interdit aux propriétaires riverains du Chemin de Fer d'édifier, sans l'autorisation de la SNCF, des constructions qui, en raison de leur implantation, entraîneraient, par application des dispositions d'urbanisme, la création de zones de prospect sur le domaine public ferroviaire (Cf IIème partie ci-après).

#### 5 - Excavations

Aucune excavation ne peut être effectuée en bordure de la voie ferrée lorsque celle-ci se trouve en remblai de plus de 3 mètres au-dessus du terrain naturel, dans une zone de largeur égale à la hauteur du remblai mesurée à partir du pied du talus.



## 6 - Servitudes de visibilité aux abords des passages à niveau

Les propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée sont susceptibles d'être frappées de servitudes de visibilité en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

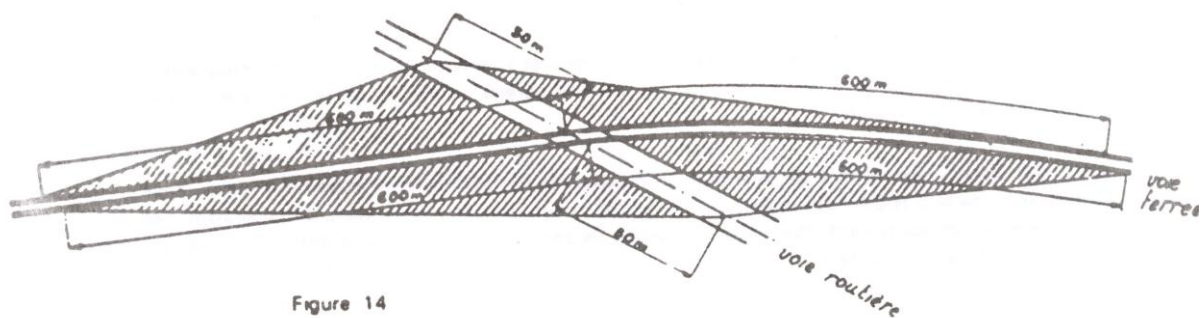
Ces servitudes peuvent comporter, suivant les cas :

- l'obligation de supprimer les murs de clôtures ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau déterminé,
- l'interdiction de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations au-dessus d'un certain niveau,
- la possibilité, pour l'administration, d'opérer la résection des talus, remblai et tous obstacles naturels, de manière à réaliser des conditions de vue satisfaisantes.

Un plan de dégagement soumis à enquête détermine, pour chaque parcelle, la nature des servitudes imposées, lesquelles ouvrent droit à indemnité.

A défaut de plan de dégagement, la Direction Départementale de l'Equipement soumet à la SNCF, pour avis, les demandes de permis de construire intéressant une certaine zone au voisinage des passages à niveau non gardés.

Cette zone est représentée par des hachures sur le croquis ci-dessous (figure 14)





### **1.5. Servitudes attachées au balisage des aérodromes (T4)**

La servitude T4, instituée par l'arrêté ministériel du 14 juin 1971 est relative au balisage des aérodromes. La commune d'Anglesqueville-l'Esneval est concernée par le champ de balisage de l'aérodrome du Havre - Octeville. La quasi-totalité de la commune est concernée par cette servitude d'utilité publique. L'arrêté ministériel du 19 janvier 2001 et le plan qui s'y rattache sont présentés ci-après.

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS  
ET DU LOGEMENT**

**DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE**

**A R R Ê T É**

**NOR : EQUA 0100087 A**

approuvant le plan des nouvelles servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome du **HAVRE-OCTEVILLE** (Seine-Maritime)

**LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS  
ET DU LOGEMENT**

- Vu le code de l'aviation civile et notamment ses articles L.281-1, R.241-1 à R.241-3, R.242-1 à R.242-3 et D.242-1 à D.242-14 ;
- Vu les annexes à l'article D.222.1 du code de l'aviation civile fixant la liste des aérodromes par catégories et classant l'aérodrome du **HAVRE-OCTEVILLE** (Seine-Maritime) dans la catégorie « C » ;
- Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Vu l'arrêté interministériel du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques ;
- Vu la décision en date du 7 janvier 1998 prenant en considération le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome du **HAVRE-OCTEVILLE** ;
- Vu le procès-verbal de clôture de la conférence entre les services intéressés en date du 26 mars 1999;
- Vu les résultats de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 17 avril au 12 mai 2000 et l'avis du commissaire enquêteur en date du 12 juin 2000;
- Vu l'avis de la commission centrale des servitudes aéronautiques en date du 4 octobre 2000 ;

**A R R Ê T E****ARTICLE 1er**

En application des dispositions de l'article R.241-1 du code de l'aviation civile, des servitudes aéronautiques sont créées au bénéfice de l'aérodrome du **HAVRE-OCTEVILLE** sur le territoire des communes de :

- |                            |                        |
|----------------------------|------------------------|
| - ANGLESQUEVILLE-L'ESNEVAL | - MONTIVILLIERS        |
| - BEAUREPAIRE              | - NOTE DAME-DU-BEC     |
| - CAUVILLE                 | - OCTEVILLE-SUR-MER    |
| - CRIQUETOT-L'ESNEVAL      | - ROLLEVILLE           |
| - FONTAINE-LA-MALLET       | - SAINTE-ADRESSE       |
| - FONTENAY                 | - SAINT-JOUIN-BRUNEVAL |
| - GONNEVILLE-LA-MALLET     | - SAINT-MARTIN-DU-BEC  |
| - HEUQUEVILLE              | - TURRETOT             |
| - LE HAVRE                 | - VILLAINVILLE         |
| - MANNEVILLETTE            |                        |

Dans le département de la SEINE-MARITIME

**ARTICLE 2**

En application des dispositions de l'article R.242-1, du code de l'aviation civile, sont approuvés, les documents suivants annexés au présent arrêté:

**A - Documents dessinés**

- Plan d'ensemble ES 520 index B
- Plan partiel PS 520/1 index B
- Plan partiel PS 520/2 index B
- Plan partiel DS 520 index B
- Plan coté CS 520 index A

**B - Note annexe**

- Notice explicative
- Liste des obstacles
- Etat des bornes de repérage d'axe de bande

**ARTICLE 3**

Les plans et les pièces mentionnés à l'article 2, ci-dessus, sont déposés à la mairie de chacune des communes sur le territoire desquelles sont assises les servitudes, conformément aux dispositions de l'article D.242.6 du code de l'aviation civile.

**ARTICLE 4**

Le préfet de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.

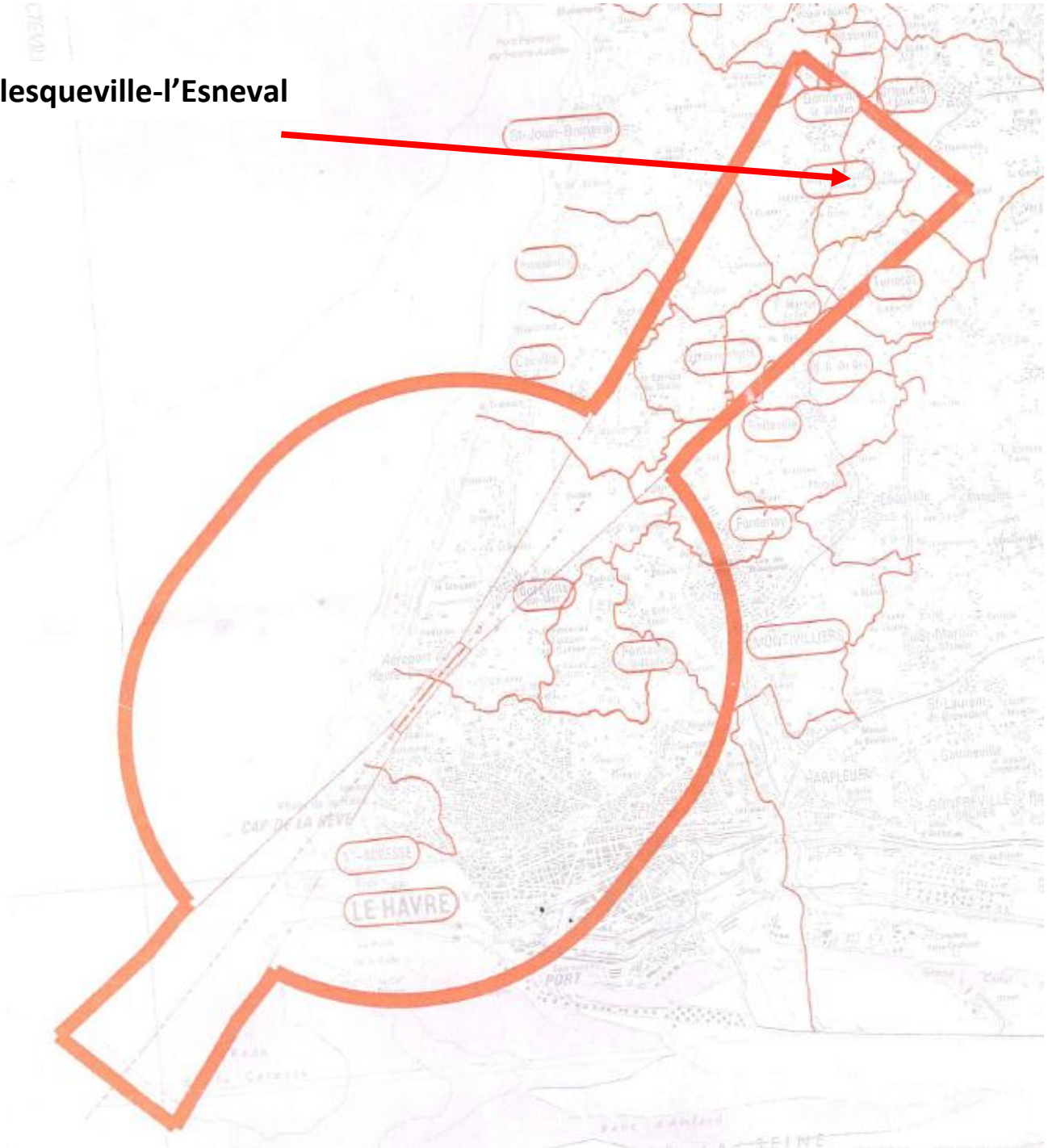
Fait à Paris, le 19 janvier 2001

Pour le ministre de l'équipement,  
des transports et du logement  
Le chef du service des bases aériennes

signé : Claude AZAM



## Anglesqueville-l'Esneval



## RELATIONS AERIENNES (Balisage)

### I. GENERALITES

Servitudes aéronautiques instituées pour la protection de la circulation aérienne. Servitude de balisage (aérodromes civils et militaires).

Code de l'aviation civile, 1ère partie, articles L.281.1 à L.281.4 (dispositions pénales), 2ème et 3ème parties, livre II, titre IV, chapitre 1er, article L.241.1, chapitre II, articles R.243.1 à R.243.3 inclus et D.243.1 à D.243.8.

Arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques.

Ministère de la défense (direction de l'administration générale, sous-direction du domaine et de l'environnement).

Ministère chargé des transports (direction générale de l'aviation civile, direction de la météorologie nationale).

### II. PROCEDURE D'INSTITUTION

#### A. Procédure

Décision ministérielle émanant du ministre chargé de l'aviation civile ou du ministre chargé des armées intervenant après accord amiable entre les intéressés et l'administration.

A défaut d'accord amiable, il est nécessaire de procéder à une enquête spéciale menée dans chaque commune intéressée, dans les formes prévues par les articles 23 à 27 du décret n° 50.640 du 7 juin 1950, pour l'établissement des lignes de distribution d'énergie électrique (art. D 243.3 du code de l'aviation civile).

#### B. Indemnisation

Indemnité évaluée à l'amiable, et par défaut, en premier ressort par le tribunal d'instance du lieu de la situation des biens grevés (art. D.243.5 du code de l'aviation civile).

#### C. Publicité

##### **(Art. D. 243.3 du code de l'aviation civile)**

Notification directe aux intéressés des travaux qui vont être entrepris par l'administration ou la personne chargée du balisage, quand il s'agit d'établir des supports et ancrages et d'effectuer des travaux de signalisation des murs extérieurs et les toitures des bâtiments.

### III. EFFETS DE LA SERVITUDE

#### A. Prérogatives de la puissance publique

##### **1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique (Art. D. 243.2 du code de l'aviation civile)**

Droit pour l'administration ou la personne chargée du balisage d'établir à demeure des supports et ancrages pour dispositifs de balisage et conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades des bâtiments, soit sur les toits et terrasses, à la condition qu'on puisse y accéder par l'extérieur et sous réserve de l'observation des prescriptions réglementaires concernant la sécurité des personnes et des bâtiments.

Droit pour l'administration ou la personne chargée du balisage de faire passer sous la même réserve les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées.

Droit pour l'administration ou la personne chargée du balisage d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour conducteurs aériens d'électricité ou dispositifs de balisage sur des terrains privés même s'ils sont fermés de murs ou autres clôtures équivalentes.

Droit pour l'administration et la personne chargée du balisage de couper les arbres ou les branches d'arbre qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des conducteurs aériens ou des dispositifs de balisage, gênent leur pose ou leur fonctionnement ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux installations.

Toutefois, il ne peut être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur ou qu'à défaut il ait été procédé à une constatation contradictoire destinée à fournir l'évaluation des dommages.

Droit pour l'administration ou la personne chargée du balisage d'effectuer, sur les murs et les toitures des bâtiments, les travaux de signalisation appropriés.

##### **2° Obligations de faire imposées au propriétaire (Art. R.243.1 du code de l'aviation civile)**

Obligation de pourvoir, sur prescriptions du ministre intéressé, certains obstacles ainsi que certains emplacements des dispositifs visuels ou radioélectriques destinés à les signaler aux navigateurs aériens ou à en permettre l'identification.

Obligation, sur prescriptions du ministre intéressé, de procéder à la suppression ou à la modification de tout dispositif de balisage visuel autre qu'un dispositif maritime ou de signalisation ferroviaire ou routière de nature à créer une confusion avec les aides visuelles de la navigation aérienne.

#### B. Limitations au droit d'utiliser le sol

##### **1° Obligations passives**

Néant.

##### **2° Droits résiduels du propriétaire (Art. D.243.2 du code de l'aviation civile)**

Possibilité pour le propriétaire de se clore, de démolir, réparer et surélever, à condition de ne pas entraver l'exercice des servitudes de balisage et notamment du droit de passage.

**T4**

Toutefois, le propriétaire doit, en cas de demande de permis de construire, et avant d'entreprendre tout travail de démolition, de réparation, de surélévation ou de clôture, prévenir, deux mois à l'avance, l'ingénieur en chef du service des bases aériennes compétent par lettre recommandée avec avis de réception.

Services à contacter :

Direction Départementale de l'Équipement  
SERVICE LOCAL DES BASES AÉRIENNES  
25, boulevard des Belges  
76037 ROUEN Cedex  
Tél. : 35.14.55.30

Direction de l'aviation civile nord  
Délégué régional de l'aviation civile  
District aéronautique de Haute-Normandie  
BP 2000  
76070 LE HAVRE cedex  
Tél. : 35.46.21.78

*Tout projet dans les périmètres de servitudes d'utilité publique précédemment identifiés devra respecter les dispositions du règlement écrit du Plan Local d'Urbanisme d'Anglesqueville-l'Esneval et les dispositions inhérentes à ces mêmes servitudes d'utilité publique.*

### **1.6. Le Plan de Prévention des Risques Inondation du Bassin Versant de la Lézarde**

L'élaboration du Plan de Prévention des Risques Inondation du Bassin versant de la Lézarde a été prescrite le 26 juin 2003. Il s'applique sur la partie sud de la commune et au niveau du bourg.

Selon les dispositions de l'article L.532-4 du code de l'environnement et l'article R.126-1 du code de l'Urbanisme, le PPRI, une fois approuvé, vaudra servitude d'utilité publique et s'imposera au Plan Local d'Urbanisme

A la date d'approbation du PLU, le PPRI n'était pas approuvé.

*Les documents du PPRI sont consultables sur le site internet de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de Seine-Maritime.*



## 2. Les contraintes

### 2.1. Les axes de ruissellements

Les données relatives aux axes de ruissellements ont été obtenues auprès du Syndicat Mixte de Bassin Versant d'Etretat et du Syndicat des Bassins Versants de la Pointe de Caux. La carte de l'aléa ruissellement du PPRI en cours d'élaboration a aussi été utilisée comme base de travail. Le tracé des axes a été de nouveau vérifié sur le terrain par la société GeoDev en septembre 2010 en présence des élus et discuté en réunion de travail avec les techniciens des syndicats de bassin versant en octobre 2010 (*Cf. plan au format A3 dans le rapport de présentation et plan des servitudes*).

Plusieurs critères ont été pris en considération concernant les périmètres d'inconstructibilité liés aux axes de ruissellement :

- ✓ La taille de la surface du bassin versant auquel chaque axe correspond ;
- ✓ L'occupation du sol (enrobé, prairie, parcelle cultivée) ;
- ✓ La topographie ;
- ✓ Les enjeux identifiés (secteurs bâtis ou non), d'autant plus qu'un axe traverse le centre-bourg ;
- ✓ Le travail effectué dans le cadre du PPRI qui caractérise l'intensité de l'aléa.

*Tout projet dans les zones de risques des axes de ruissellement identifiés sur les documents graphiques devra respecter les dispositions du règlement écrit du Plan Local d'Urbanisme d'Anglesqueville-l'Esneval.*

## **2.2. Les indices de cavités souterraines**

Une étude de recensement des indices de cavités souterraine a été réalisée en 2005 par le bureau d'études Ingetec. Ce cabinet a reporté l'ensemble des informations liées aux cavités souterraines, issues des archives communales et/ou départementales. GéoDéveloppement a réalisé une mise à jour de cette étude en octobre 2008, pour lever certains indices qui n'avaient pas lieu d'être, suite à des témoignages (écrits ou oraux) ou à des investigations complémentaires sur la commune (décapage).

51 indices ont été recensés par Ingetec dont notamment :

- 2 puisards
- 10 carrières souterraines
- 2 carrières à ciel ouvert
- 8 karsts
- 29 indices indéterminés

*(Cf. plan au format A3 dans le rapport de présentation et plan des servitudes).*

Chaque indice, selon sa nature et selon les investigations complémentaires qui ont pu être réalisées sur certains, fait l'objet d'un rayon d'inconstructibilité qui a été défini par les services de la Préfecture de Seine-Maritime.

<b>Les rayons d'inconstructibilité selon le type d'indice</b>		
<b>Nature de la cavité</b>	<b>Indice visible sur le terrain</b>	<b>Indice déclaré aux archives mais non visible sur le terrain</b>
<b>Marnière</b>	60 m* de rayon à partir de l'épicentre	60 m* de rayon à partir de la limite de la parcelle où se situe la carrière
<b>Bétoire</b>	35 m* de rayon à partir de l'épicentre	X
<b>Carrière à ciel ouvert à flanc de coteau</b>	Demi-cercle de 60 m* de rayon en amont du point d'entrée	60 m* de rayon à partir de l'épicentre connu
<b>Carrière à ciel ouvert sur le sol</b> (quelque soit le matériau extrait)	Périmètre de sécurité possible	X
<b>Cailloutière, argillère, sablière en souterrain</b>	35 m* de rayon à partir de l'épicentre	35 m* de rayon à partir de la limite de la parcelle où se situe la carrière
<b>Indice indéterminé</b>	60 m* de rayon à partir de l'épicentre	X

Certains indices ont déjà été l'objet d'investigations complémentaires, ce qui explique les périmètres d'inconstructibilité adaptés que l'on peut retrouver sur certains indices.

*Tout projet dans les zones de risques des indices de cavités souterraines identifiées sur les documents graphiques devra respecter les dispositions du règlement écrit du Plan Local d'Urbanisme d'Anglesqueville-l'Esneval.*

### **3. Les annexes sanitaires**

#### **3.1. Gestion des déchets :**

La gestion des déchets est une compétence de la communauté de communes de Criquetot-l'Esneval.

La collecte des déchets assure la récupération des ordures ménagères et du tri sélectif au porte à porte, de façon hebdomadaire.

Un point de collecte sélective par apport volontaire, situé dans le centre-bourg, est également à la disposition des anglesquevillais. Il comprend un conteneur à verres et un conteneur à papier.

Les habitants d'Anglesqueville-l'Esneval ont un accès à la déchetterie de la communauté de communes de Criquetot-l'Esneval qui se situe route de Turretot, située à 2km du bourg.

Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PEDMA) dont une version de mars 2010 est disponible sur le site internet du Département de Seine-Maritime s'impose à la collectivité.

### **3.2. Assainissement des eaux usées :**

Anglesqueville-l'Esneval est comprise dans le syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et d'assainissement de la région de Criquetot-l'Esneval.

Le centre-bourg, les hameaux du Parlement, des Brouettes et une partie des hameaux du Calvaire et de la Caroline sont raccordés à un dispositif d'assainissement collectif pour les eaux usées. Ces dernières sont ainsi traitées par la station d'épuration de Gonneville-la-Mallet, qui à ce jour n'est pas saturée. La station d'épuration de Gonneville-la-Mallet, créée en 1992, d'une capacité de 2000 équivalents habitants (EH) recevait les eaux de 1391 EH en 2009.

Ce site de traitement est basé sur le principe de boues activées. Le réseau de collecte dessert les communes d'Anglesqueville-l'Esneval et de Gonneville-la-Mallet.

Il s'agit d'évoquer la difficulté du nouvel exploitant, LDE Centre Régional Normandie, pour identifier les différentes canalisations et vannes enterrées au sein du site de traitement, les documents relatifs aux équipements électromécaniques et les plans des ouvrages n'ont pas été transmis par l'ancien exploitant.

Sur Anglesqueville-l'Esneval, le réseau d'assainissement est de type gravitaire, deux postes de refoulement sont recensés sur la commune : dans le bourg, et au sud du hameau du Parlement.

Le reste du territoire communal est assaini en individuel, un SPANC est à la disposition des particuliers.

***Les plans des réseaux d'assainissement des eaux usées sont présentés ci-après.***

### **3.3. Eau potable :**

L'eau potable consommée par les habitants de la commune provient du **captage du Bec**, situé à Saint-Martin-du-Bec dont le propriétaire est le **SIAEPA de la région de Criquetot-l'Esneval**.

La capacité de production de ce captage s'élève à 3 528 m<sup>3</sup> par jour. Par an, la consommation des habitants de la commune s'élève à 25 m<sup>3</sup> par personne. La qualité de l'eau potable est conforme aux normes de l'Agence Régionale de la Santé de Haute-Normandie. Seule une chloration est effectuée avant distribution.

L'eau potable de ce captage est gérée par la Compagnie Fermière de Service Public.

***Les plans des réseaux d'alimentation en eau potable sont présentés ci-après.***